

Appel à solidarité avec la famille Herbin, habitants expulsables du village du Liminbout, ZAD de Notre-Dame-des-Landes

Depuis 1996, la famille Herbin habite au village du Liminbout à Notre-Dame-des-Landes. Peu après leur arrivée, le projet d'aéroport est relancé. Depuis, cette famille vit au quotidien sous la menace d'une possible expulsion, comme tous les habitants de la ZAD... Planant sur le bocage depuis 1974, cette menace s'est progressivement précisée : harcèlement d'AGO-Vinci pour tenter de convaincre les habitants et les paysans de quitter les lieux, rachat forcé ou négocié de terres et de maisons, avalanche de convocations, de reports et de procès, visites à répétition, menaces par courrier... L'aéroport, ce n'est pas qu'un cœur de bocage remarquable sacrifié pour une infrastructure nuisible. C'est un territoire que les décideurs entendent vider de ses habitants, les arrachant à leurs amis, à leur souvenirs nichés au creux de chaque arbre, à l'orée chaque champ, à la croisée de chaque chemin...

« Un territoire se défend avec ceux qui l'habitent, chacun sait qu'un territoire vidé de sa population est facile à conquérir. »

Dès les prémices du projet, en réponse à cette volonté farouche des aménageurs de faire du bocage un désert, un mouvement de lutte s'est construit au fil des années. Ce mouvement inédit a su jusqu'à présent les tenir en échec. Il est le fruit d'une multiplicité de pratiques et d'imaginaires politiques (résistance paysanne et naturalistes en lutte, squatteurs et élus locaux, recours juridiques et manifestations, occupation des maisons et des terres de la zone, autodéfense face aux tentatives de travaux et d'expulsion).

La famille Herbin a toujours refusé de collaborer avec AGO-Vinci et a pris pleinement part à ce mouvement. Elle fut de ces «habitants qui résistent» qui, dès le 1 mai 2008, au village du Liminbout, appelèrent publiquement à occuper la zone pour enrayer le projet d'aéroport. Dès le début du mouvement d'occupation, elle tissa de denses liens d'amitié avec une partie de ces nouveaux habitants. De cette rencontre sont nés les *Q de plomb*, qui érigent en art de vivre et de lutter l'organisation de banquets pantagruéliques mitonnés avec les produits du potager et de la basse cour. C'est sans conteste par ces grandes tablées joyeuses et hétérocytes, autour desquelles se retrouve le mouvement dans toute sa diversité, que la famille Herbin a marqué de sa pâte la lutte contre l'aéroport. Elle fut également de tous ceux qui s'opposèrent aux forages, aux enquêtes publiques, aux géomètres. Elle fut enfin de tous ceux qui portèrent haut et fort le «*ni ici, ni ailleurs !* » par la rencontres avec d'autres mouvements (voyage à Heathrow, échanges avec les habitants du Chefresne, participation au convoi vers le procès de la ferme des milles vaches).

La menace de vider la ZAD de ses habitants a culminé avec l'opération César en 2012, lorsqu'une armada de gendarmes mobiles et de CRS mène une vague d'expulsion d'une ampleur inédite, détruisant une dizaine de maisons à coup de bulldozers. Depuis, face à notre résistance déterminée, le bocage n'a plus vu l'ombre d'une pelleuse ou d'un peloton de gendarmes mobiles. Pourtant, la menace d'une expulsion continue de peser sur les habitants. Ces deux dernières années, il ne s'est pas passé six mois sans que la famille Herbin ne reçoive une convocation où ne comparaisse au tribunal dans le cadre de procédures d'expulsion. Au terme de ce marathon judiciaire, rythmé de coups de théâtre et de rassemblements festifs à Saint Nazaire, le tribunal s'est enfin prononcé. Sans surprise, il a déclaré la famille Herbin «*occupant sans droit ni titre* » et lui intime de quitter les lieux sous dix-huit mois sous peine d'une expulsion *manu militari*.

« Décideurs, vous n'êtes pas sortis de l'auberge ! »

En réponse à ce jugement, une grande fête fut organisée le 14 mai dernier. Elle rassembla plus de 250 personnes et fut l'occasion d'annoncer un grand chantier public de rénovation des dépendances du Liminbout pour y construire une auberge, une conserverie et une grande salle de banquet ! Ce chantier porté par l'association « Le Liminbout restera debout » avec le soutien du mouvement a commencé le 10 août dernier, tandis que les travaux de l'aéroport, eux, restent au point mort...

Rénover collectivement les dépendances de la maison du Liminbout, c'est affirmer que nous nous projetons dans l'avenir, que nous resterons vivre ici coûte que coûte. C'est rappeler que nous sommes prêts à défendre corps et âme le village et ses habitants, comme nous avons défendu la zone lors de l'opération César. La famille Herbin n'est pas un cas isolé. Tant que le projet d'aéroport n'est pas définitivement enterré, être expulsables du jour au lendemain est le lot commun de tous les habitants de la ZAD. Une dizaine de familles d'habitants de longue date, ainsi qu'une soixantaine de lieux squattés vivent sous la même menace.

Le rendu de St Nazaire, en plus de planifier l'expulsion des Herbin, réclame à ce couple, un cuistot et une caissière, plus de 5 000 euros d'arriérés de loyer. En effet, la famille s'était acquittée de son loyer jusqu'à ce que la propriétaire des lieux ne vende son bien à AGO-VINCI en le déclarant vide de tout occupant par le biais d'un faux en écriture. A compter de ce jour, dans l'attente de négociation d'un bail précaire par l'intermédiaire de son avocat, la famille Herbin a cessé de régler son loyer. AGO-VINCI a mis un terme à cette négociation en traînant la famille Herbin devant les tribunaux. Les arriérés de loyer réclamés par le rendu du 14 mai dernier correspondent à cette période.

5 000 euros qu'est-ce que cela représente pour une multinationale qui a réalisée un chiffre d'affaire de de 40,3 milliard d'euros en 2013 ? Arracher les habitants à leur territoire, ne lui suffit pas, Vinci entend bien pinailler sur le moindre centime ! Vinci, c'est la multinationale à laquelle l'Etat a bradé le réseau d'autoroutes pour une bouchée de pain, et qui saigne aujourd'hui les automobilistes au péage. Vinci, c'est la multinationale qui exploite les mines d'uranium du Niger et bâtit des fortunes sur la mort d'ouvriers sous payés. Vinci c'est la multinationale qui, même en cas d'abandon du projet d'aéroport, entend toucher de l'Etat des sommes colossales « *en dédommagement* ».

Ce rapport à l'argent, fondé sur l'exploitation, la concurrence, l'accumulation, nous le connaissons bien, c'est la routine de l'économie marchande. Dans le mouvement de lutte contre l'aéroport, c'est un autre rapport à l'argent qui se déploie : caisses de solidarités, prix libre, multiples formes d'entraide et de partage. C'est cette solidarité qui permet de soutenir les victimes de la répression, financer des recours juridiques ou des activités agricoles sur la zone, et bien d'autres choses encore.

Aujourd'hui, nous avons besoin d'argent pour soutenir la famille Herbin. D'argent pour financer le chantier de rénovation et pour payer collectivement la somme réclamée par AGO-VINCI. C'est pourquoi nous lançons un appel à don. Nous ne roulons pas sur les milliards, mais nous sommes infiniment plus nombreux, et surtout plus généreux et solidaires. Nous entendons le démontrer en organisant, une fois la somme réunie, une grande marche pour aller payer ensemble l'argent réclamée par AGO-VINCI à la famille Herbin. Parce qu'une communauté de lutte ne laisse pas les siens payer seuls ! Nous comptons sur votre solidarité...

Les Q de plomb, Les maçons du ciel, et l'association « *Le Liminbout restera debout* »

Pour nous soutenir : Adressez vos chèques par voie postale à l'association « *Le Liminbout restera debout* », Le Liminbout, 44130 Notre-Dame-des-Landes.

Pour en savoir plus : Rendez-vous sur notre site qdeplomb.noblog.org

Pour nous contacter, poser des questions, proposer des actions de solidarité ou pour venir aider matériellement sur le chantier vous pouvez nous écrire à qdeplomb@riseup.net